

# « Ça ne promet rien de bon pour l'avenir de l'Union »

**Q**UAND j'entends ces plaintes [concernant la répartition des voix], ça me rend malade. Cela n'a rien à voir avec l'Europe. Je m'en souviendrai longtemps... Ça ne promet rien de bon pour l'avenir de l'Union européenne. » Ces mots, prononcés par le chancelier allemand Gerhard Schröder au sommet de Nice, ne sont qu'une manifestation parmi d'autres des fortes tensions qui se sont fait sentir au cours des discussions entre les chefs d'état ou de gouvernement des quinze pays de l'Union. Toutes leurs interventions ont été résumées dans des notes dont l'ensemble fait plusieurs centaines de pages auxquelles *El País* a pu avoir accès. Mais le pacte de Nice lui-même continuera de créer des problèmes pendant plusieurs semaines encore. Le texte du traité diffusé par la présidence française contient quelques erreurs graves. Ainsi, les calculs concernant la majorité et la minorité des voix sont faits sur un total de 342 voix, alors qu'il y en a en réalité 345. Cela est dû au fait que, au dernier moment, 1 voix de plus a été accordée à la Roumanie et 2 à la Lituanie, et qu'il n'en a pas été tenu compte dans cette version « provisoire ». Y figure, de même, la décision de faire de Bruxelles le siège de tous les sommets européens, alors qu'il ne s'agissait que d'une proposition de M. Chirac dont il n'a pas été débattu. En outre, l'Espagne croit qu'il y a une erreur dans le système de cogestion de sociétés qui a été admis par M. Aznar. Voici le résumé des transcriptions abrégées des discussions de Nice.

**Jacques Chirac :** C'est aujourd'hui le moment de la vérité. Si nous ne parvenons pas à un accord, il y aura une crise grave dans l'Union et une crise grave pour l'euro. Et un ajournement *sine die* de l'élargissement.

**Antonio Guterres (Portugal) :** Je regrette. Mais la proposition [de répartition des voix] est un coup d'Etat.

**Paavo Lipponen (Finlande) :** Le niveau d'ambition est inférieur à zéro.

**Wim Kok (Pays-Bas) :** On ne sait même pas ce qu'on fait de la Roumanie. C'est inacceptable.

**Giuliano Amato (Italie) :** Nous avons chacun nos problèmes. Nous présenter devant nos Parlements avec un échec, en reportant l'élargissement et en laissant l'euro tomber à 0,50... Il y a de quoi réfléchir !

**José María Aznar (Espagne) :** En ce qui concerne la Commission, la perte d'un deuxième commissaire est un grand sacrifice. Pour le Conseil, une pondération substantielle est nécessaire.

**M. Chirac :** Pratiquement, personne n'a bougé. Pour faire l'Europe, il faut une volonté et une vision, et aujourd'hui les visionnaires sont fatigués... Il y a un risque de paralysie ou d'anarchie.

**Göran Persson (Suède) :** La proposition de la présidence est déséquilibrée.

**M. Aznar :** En ce qui concerne les Cinq Grands, on semble trouver naturel qu'ils perdent un commissaire, et on l'oublie quand on parle de répartition. Dans le Conseil et dans la Commission, il y a une double légitimité : les Etats et la population. C'est objectif. L'Espagne ne paiera pas deux fois : à la Commission et au Conseil.

**M. Chirac :** Le facteur démographique doit être pris en compte dans le modèle proposé. Il n'est pas raisonnable que quatorze Etats membres qui représentent 11,3 % de la population puissent bloquer, et que trois Etats qui représentent entre 30 % et 35 % ne puissent le faire. C'est une question d'éthique et de démocratie.

**Romano Prodi (Commission) :** Considérer uniquement la compensation pour la perte d'un commissaire n'est pas une bonne approche.

**M. Amato :** Si des décisions sont prises sans majorité de population, le peuple ne l'acceptera pas.

**M. Kok :** La proposition de la présidence est injuste. Pourquoi la Hollande devrait-elle payer pour le problème franco-allemand ?

**Jean-Claude Juncker (Luxembourg) :** Je comprends le problème de la France, mais l'Allemagne peut faire valoir la question de la légitimité démographique.

**Tony Blair (Royaume-Uni) :** Si on augmente le poids des petits Etats, on fausse le système.

**Gherard Schröder (Allemagne) :** La différence entre l'Allemagne et le pays qui la suit est de 22 millions d'habitants. Comment pouvons-nous justifier certaines de ces propositions ?

**M. Chirac :** Je lance un appel aux petits. En cas d'incident sur un sujet important, 35 % de la population n'auraient pas la minorité de blocage et 11 %, si ; cela peut signifier la fin de l'Union européenne. Les plus grands peuvent dire que ça suffit comme ça et qu'ils feront autre chose entre eux.

**M. Lipponen :** Les grands campent sur leurs positions.

**M. Guterres :** Ici, ce sont les grands qui gagnent. Faisons en sorte d'éviter l'humiliation.

**M. Chirac :** On ne peut rien faire en humiliant, sauf dans les régimes totalitaires.

[Samedi 9 décembre, sur la composition de la Commission.]

**Le correspondant d'« El País » à Bruxelles, Carlos Yarnoz, s'est procuré la transcription des discussions entre chefs d'Etat et de gouvernement lors du sommet de Nice, qui s'est traduit par un accord minimal sur l'élargissement. Nous publions la traduction de l'article paru dans le quotidien espagnol samedi 16 décembre**



■ ROMANO PRODI  
président de la  
Commission européenne



■ JACQUES CHIRAC  
président de la  
République française

**M. Chirac :** Nous devons tous faire des efforts. Sur dix pas qui ont été faits ici, les grands en ont fait neuf. C'est une grande victoire pour les petits. Nous le faisons, mais nous n'allons pas remercier...

**M. Lipponen :** Les concessions des grands ont été faites à Amsterdam. Personne, aujourd'hui, ne perd un commissaire.

**M. Schröder :** Qui sait ? Prodi peut en virer un...

**M. Chirac :** Je vois qu'on pratique beaucoup ici l'humour nordique...

**M. Schüssel :** En tout cas, je dois consulter mon Parlement...

**M. Amato :** Moi aussi je dois me présenter devant mon Parlement qui attend des progrès.

**M. Chirac :** Pourquoi la France a-t-elle bougé [et fait des concessions] ? Comme l'a fait l'Allemagne à Berlin. Nous ne demandons pas qu'on nous en soit reconnaissant, mais nous demandons un minimum de respect. [La discussion aborde les questions de l'après-Nice, qui comprennent la répartition des fonctions entre l'Union européenne et les Etats.]

**M. Aznar :** Je suis prêt à chercher des compromis, car je suis conscient des intérêts de certains. Mais le texte n'est clair ni sur les objectifs ni sur la manière de procéder. C'est quoi, un large débat ? A quoi rime cet exercice ? Nous risquons le chaos. Nous devons être exigeants avec nous-mêmes, et être clairs sur la manière de procéder.

**M. Chirac :** Au départ, la présidence était hostile à cette idée. Et puis Schröder nous a convaincus de la nécessité d'une clarification, surtout pour les Länder. Il ne faut pas ouvrir la boîte de Pandore.

**M. Aznar :** J'accepte d'entrer dans ce jeu, mais à condition d'en connaître les conséquences : voulons-nous revoir tout l'équilibre institutionnel après Nice ? La question de la répartition des compétences est vraiment importante : c'est une décision grave. L'Espagne est aussi décentralisée que l'Allemagne en termes de compétences et de finances ; ouvrir ce débat au niveau européen provoquerait des problèmes en Espagne par un effet de miroir. Parler de répartition des compétences me pose des problèmes.

[Séance du dimanche matin, 10 décembre. M. Chirac présente un nouveau projet de répartition des voix.]

**M. Schröder :** C'est un pas dans la bonne direction, bien que les différences de population n'aient pas été prises en compte comme elles devraient l'être. Je tâcherai de vendre ça en Allemagne.

**M. Guterres :** Je reconnais qu'il y a eu des efforts, mais ce n'est pas une proposition juste. Elle est discriminatoire.

**M. Chirac :** Les grands pays ont fait un long chemin. Les petits ont empoché ce gain...

**M. Guterres :** La France invoque l'histoire... Je dois tenir compte de mon opinion publique à la lumière de l'histoire : il faut prendre en considération le rapport Espagne-Portugal. L'histoire portugaise est celle de l'affirmation nationale dans une péninsule pendant huit siècles et demi. Je dois expliquer que l'on passe d'un rapport de 8 à 5 [voix, jusqu'à maintenant], à un rapport de 28 à 11. Je ne pourrai pas l'avaliser devant le Parlement...

**M. Blair :** Je dois rappeler qu'avec cette proposition le Royaume Uni a 1 voix pour 2 millions d'habitants et le Portugal une voix pour 0,8 million d'habitants. Nous ne pouvons pas chercher une autre proposition qui diffère beaucoup de celle-là. C'est vital pour l'Allemagne.

**M. Persson :** La Suède a des problèmes, mais la politique est comme ça.

**Guy Verhofstadt (Belgique) :** Les grands pays sont tous égaux et les petits et moyens pays sont tous différents : la proposition n'est pas logique. L'Union ne fonctionne pas comme ça. Le problème s'aggravera avec l'élargissement.

**M. Chirac :** Les grands ont déjà cédé sur la Commission : on ne peut pas leur demander de céder sur tout. Nous devons tous faire des sacrifices et accepter des injustices. S'il n'y a pas de décision aujourd'hui, ce sera une honte.

**Costas Simitis (Grèce) :** La proposition n'est pas logique.

**M. Aznar [s'adressant à M. Guterres] :** J'entends bien vos observations, mais en Espagne tout le monde comprendra qu'à l'avenir l'Espagne et le Portugal auront chacun un commissaire (ou même que l'Espagne n'en aura aucun). Quand l'Espagne a adhéré, elle a eu 2 commissaires et 8 voix ; si elle avait eu 10 voix et 1 commissaire, elle aurait aujourd'hui 30 voix.

**M. Juncker :** Cette grille est inexplicable. Les partisans du fondamentalisme démographique devront me l'expliquer.

**M. Guterres :** Ici, tous les grands pays sont satisfaits, et les autres non. Comment expliquer au Portugal que, si nous sommes quatre fois moins que les Espagnols, nous avons deux fois et demie moins de voix ? Et qu'on donne 28 voix à l'Espagne et 30 à l'Allemagne ? Moi, je le comprends, mais la population ne le comprendra pas.

**M. Chirac :** Tu dis que les grands sont satisfaits ? Les grands pays sont résignés ! Les cinq plus grands représentent 300 millions d'habitants, et leurs populations, elles aussi, exigent des explications. On ne peut pas prétendre acculer les grands.

**M. Guterres :** Dans ces conditions, je ne peux pas accepter le Traité.

**M. Verhofstadt :** Et moi non plus.

[Séance du dimanche soir, 10 décembre.]

**M. Schröder :** C'est parfois difficile de vendre le concept d'Europe : il faut affronter cette situation. Si nous échouons, l'élargissement sera gravement retardé. C'est pourquoi nous acceptons d'oublier 22 millions de personnes et de les priver de voix. L'Allemagne a fait des sacrifices douloureux.

**M. Guterres :** D'accord, c'est l'heure de la vérité. J'ai un Parlement qui doit ratifier le traité, et je n'y ai pas la majorité. Avec cette proposition, l'Europe est plus injuste et plus déséquilibrée.

**M. Lipponen :** C'est le moment de la vérité. Désormais, les grands domineront au Conseil et au Parlement.

**M. Verhofstadt :** Nous devons tous faire des concessions : peu importe la douleur. Mais l'important est de savoir si l'accord est bon pour l'Union après son élargissement.

**M. Schröder :** Nous devons sauver symboliquement la face et vendre le résultat à notre Parlement national.

**M. Juncker :** Je crains un échec. Ce serait la première fois qu'on terminerait un Conseil européen avec des blessures ouvertes. L'Europe ne se fait pas avec des minorités de blocage.

**M. Blair :** Nous avons tous des problèmes d'intérêts nationaux, et nous les reconnaissons, mais le paquet global est équilibré.

**M. Prodi :** L'élargissement pourra se faire, mais pas avec l'impulsion qu'il faudrait.

**M. Chirac :** On ne peut pas dire que ce soit l'enthousiasme. Ne devrions-nous pas réfléchir un mois ou deux ? Il ne faut pas se décourager.

**M. Verhofstadt :** Les modifications du nombre des voix doivent être effectuées de manière non discriminatoire, et si elles ne concernent pas tous les Etats, je ne peux pas les accepter.

**M. Schröder :** Quand j'entends toutes ces plaintes [sur la répartition des voix], ça me rend malade. Cela n'a rien à voir avec l'organisation de l'Europe. Je m'en souviendrai longtemps. Il est 2 heures [du matin] et je peux accepter, mais ça ne promet rien de bon pour l'avenir.

**M. Chirac :** La Commission et quatorze Etats sont en faveur du Traité. La Belgique est contre. Je suspends la séance pour des contacts ultérieurs.

[Suspension. La séance reprend.]

**M. Chirac :** C'est une situation unique. Il y a un problème avec la Belgique. J'ai proposé à la Belgique que, à partir de sa présidence, un conseil par présidence se tienne à Bruxelles jusqu'à ce que nous soyons dix-huit. Ensuite, ce seront tous les Conseils européens. Je ne peux faire grand-chose de plus. Je lance un appel solennel pour que Verhofstadt accepte.

**M. Verhofstadt :** Je demande une solution au problème de fond. Je demande une suspension de séance.

**M. Chirac :** O. K.

[La séance reprend. Il y a accord sur la proposition belge d'augmenter les voix de la Lituanie (à 7) et de la Roumanie (à 14).]

**MM. Persson, Rasmussen et Jospin :** Nous pouvons soutenir cela.

**M. Verhofstadt :** Je le fais pour l'élargissement.

**M. Chirac :** Il y a accord sur le paquet global.

[Il est 4 h 20 du matin, lundi 11 décembre.]

Traduit de l'espagnol par  
François Maspéro



AFP

■ **ANTONIO GUTERRES**  
premier ministre  
portugais

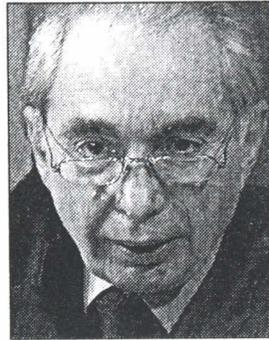


PHOTOS AP

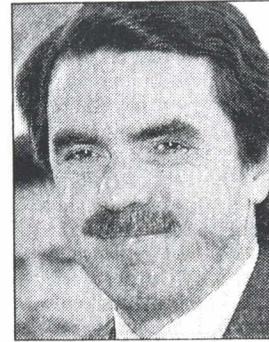
■ **PAAVO LIPPONEN**  
premier ministre  
finlandais



■ **WIN KOK**  
premier ministre  
néerlandais



■ **GIULIANO AMATO**  
premier ministre italien



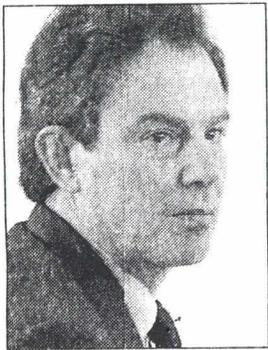
■ **JOSÉ MARIA AZNAR**  
premier ministre  
espagnol



■ **GÖRAN PERSSON**  
premier ministre suédois



■ **JEAN-CLAUDE JUNCKER**  
premier ministre  
luxembourgeois



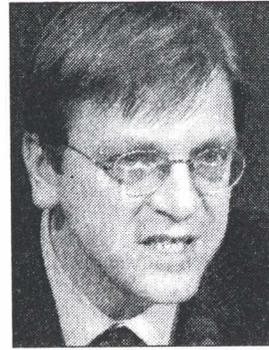
■ **TONY BLAIR**  
premier ministre  
britannique



■ **GERHARD SCHRÖDER**  
chancelier allemand



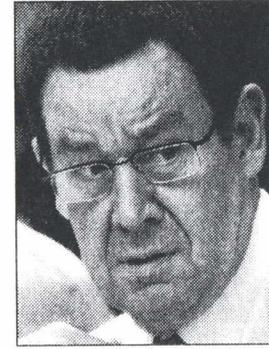
■ **WOLFGANG SCHÜSSEL**  
chancelier autrichien



■ **GUY VERHOFSTADT**  
premier ministre belge



■ **COSTAS SIMITIS**  
premier ministre grec



■ **POUL NYRUP  
RASMUSSEN**  
premier ministre danois



■ **BERTIE AHERN**  
premier ministre  
irlandais

Le Monde 20.12.2000 p.18

# Europe : l'arrogance française en procès

**SOMMES-NOUS** devenus insupportables ? Nos élites politico-administratives se sont-elles peu à peu fermées aux évolutions internationales et européennes, au point d'être devenues incapables d'un dialogue constructif avec nos partenaires de l'Union et, plus particulièrement, d'avoir perdu le contact avec Berlin ? L'échec du sommet de Nice, même s'il n'est pas reconnu comme tel à l'Élysée ou à Matignon, mérite qu'on y réfléchisse. L'ambiance y fut détestable, marquée de bout en bout par des récriminations unanimes contre la présidence française, taxée de partialité, d'aveuglement, d'absence d'esprit européen.

C'était du jamais-vu dans un Conseil européen depuis que l'institution a été inventée en 1974 par Valéry Giscard d'Estaing. Dans les couloirs de ces mauvaises nuits niçoises, les critiques fusaient de toutes parts, sur tous sujets, avec une animosité rare, celles des gens qui en ont pardessus la tête d'être maltraités par un des leurs, dont ils estiment que plus rien ne justifie l'arrogance.

Certes, au sein des enceintes européennes, les Français, avec leurs perpétuels réflexes gaullistes plus ou moins bien assimilés, ont souvent agacé. Mais on leur pardonnait ces tics de comportement en raison de l'évident apport de leurs dirigeants, à Paris ou à Bruxelles, à la construction communautaire. Depuis la création de l'euro – dernier grand succès collectif auquel la France de 1988 à 1998 a beaucoup contribué –, cette indulgence s'est estompée pour faire place à une irritation qui vient de culminer à Nice.

Elle se nourrit des griefs anciens, plus ou moins refoulés, mais surtout de la constatation que le roi est nu,

que la France telle qu'elle est, moins forte à Bruxelles, privée de tout poids au Parlement de Strasbourg, affaiblie à Paris par la cohabitation, démontre mois après mois qu'elle n'est plus en mesure d'exercer un quelconque leadership en Europe. « *Un jour, la France fut le moteur de l'Europe* », titrait après Nice *Die Zeit*, le très sérieux hebdomadaire de Hambourg, dans un article sévère pour nos dirigeants, qu'il serait salutaire de diffuser dans les universités de France et de Navarre.

Le poids du passé est divers. Pour se limiter aux années les plus proches – celles qui ont suivi l'échec de la précédente Conférence intergouvernementale (CIG) à Amsterdam en juin 1997 –, les conditions dans lesquelles furent conclues en mars 1999 à Berlin les négociations sur l'« Agenda 2000 » ont assurément suscité de la rancœur en Allemagne. Il s'agissait de s'entendre sur le financement de l'Union au cours de la période 2000/2006, en ayant en tête le prochain élargissement aux pays d'Europe centrale, et, dans ce contexte, d'accélérer la réforme de la politique agricole commune (PAC) et des fonds structurels.

L'Allemagne, qui exerçait la présidence des travaux de l'UE, souhaitait réduire sa contribution nette aux dépenses du budget de l'UE (la différence entre ce qu'elle verse et ce qu'elle reçoit en retour), qu'elle jugeait trop élevée. C'était là une revendication traditionnelle, que Gerhard Schröder présenta avec modération, sans chercher un rabais substantiel. La démarche ne ressemblait en rien à celle de Margaret Thatcher (« *I want my money back* ») quinze ans plus tôt. Cependant, la France refusa catégoriquement le moindre

geste ; pour permettre l'accord, le chancelier s'inclina. Les débats nerveux que les Quinze ont eus à Nice sur les conséquences de la crise de la « vache folle » et les mises en garde de M. Schröder, notamment à l'intention de la France, contre tout dérapage financier témoignent que cette plaie n'est pas cicatrisée.

## PROPOS AGRESSIFS

A Berlin, en 1999, à l'extrême fin du Conseil européen, Jacques Chirac avait également imposé, avec une certaine brutalité, ses vues sur la manière de réformer la PAC. C'est-à-dire en en faisant le moins possible. Problème récurrent et de moins en moins gérable, nos partenaires éprouvent le sentiment désagréable que la politique européenne de la France est inspirée d'une façon disproportionnée par le président de la FNSEA, le toujours puissant syndicat agricole.

A Nice aujourd'hui, comme à Berlin en mars 1999 ou à Biarritz en octobre 2000, sous la présidence française, ces mêmes partenaires n'ont donc que modérément apprécié le style des Français, et notamment celui de leur président. Sa réputation d'homme sympathique ne l'a pas empêché, lors du dernier sommet – d'ailleurs relayé par le premier ministre –, de bousculer les Belges, lesquels ont fait de la résistance, et de traiter avec désinvolture à plusieurs reprises Romano Prodi, le président de la Commission. Plus grave, alors que la France plaide pour une Commission forte, on pourrait dresser un volumineux bêtisier en reprenant les propos agressifs, méprisants que tiennent, presque systématiquement, bon nombre de fonctionnaires parisiens à propos du collègue

européen, au point de mettre souvent dans l'embarras leurs collègues bruxellois. Les petits pays de l'Union ne sont souvent pas mieux servis dans les commentaires, sans même parler des pays candidats.

Bref, les Français n'ont guère la manière, mais il est vrai que ce n'est pas fondamentalement nouveau. Ce qui rend ces travers insupportables, c'est qu'ils vont de pair avec une vraie carence intellectuelle. En mai, le discours de Joschka Fischer sur l'avenir de l'Europe avait opportunément ouvert le débat sur l'avenir de l'Europe. Hubert Védrine, le ministre des affaires étrangères, a semblé intéressé avant de prendre ses distances, à l'évidence peu soutenu. Le gouvernement a donné l'impression de flotter. Lionel Jospin s'est tu, donnant des arguments à ceux qui considéraient que la construction européenne n'est pas sa priorité. On en est là, c'est-à-dire dans l'impasse et avec une influence grandement entamée.

Philippe Lemaître